formations, privilèges reçus, etc.. Et pourtant je sais bien qu'en deçà de mes convictions et de mes choix concrets, une inspiration tenace – parfois trahie, hélas ! - me vient de l'Évangile. Mes convictions politiques résultent ainsi de mon double regard. Tel défi politique me fait entendre tel appel évangélique, alors même que j'en saisis mieux les enjeux avec les yeux de ma foi.

Je discerne deux priorités permanentes, directement dérivées des paroles, des actes et de la mort librement acceptée de Jésus. D'abord le service, primordial, des petits, des exclus, des déracinés, des pauvres : et cet appel me suffit à condamner bien des offres politiques : par exemple, mon critère n°1 dans un programme économique est la réduction des inégalités, aujourd'hui intolérables. Ensuite l'amplitude irréductible des domaines de la charité (politiquement : de la solidarité) ouverte par le mystère éblouissant manifesté en Jésus : la fraternité due au prochain souffrant (le bon samaritain) doit s'ouvrir aujourd'hui au lointain, ce qui est évidemment lourd de conséquences économiques, sociales, politiques.

J'ajouterai deux engagements personnels qui m'ont semblé en cohérence avec mon itinéraire particulier. 1° - Un travail (modeste) dans la (re)-construction de l'Europe, qui m'apparaît comme une tâche prioritaire de notre génération, et que je pense indispensable si nous voulons sauvegarder dans le monde dangereux de demain bien des acquis de nos modes de pensée et de vie. 2° - Une convocation à élargir la fraternité œcuménique et les dialogues interreligieux, aussi précieux soient-ils, en direction de confrontations 'interconvictionnelles', incluant tous nos concitoyens, ceux qui croient au ciel comme ceux qui n'y croient point.

Agenda

Prière & Partage

Fête de saint Dominique. *Mardi 23 mai, 18 h 30*, Messe puis buffet fraternel.

Conférence

Les Damnés, tableau tiré du livre *Vie de chien** par Jean-Jacques Boildieu, alias Jean-Paul Durand o.p., le peintre. Conférence spirituelle en deux thématiques successives avec partage entre participant(e)s. Avec le concours de Dr. Antoinette Jean, récitante ; Anatole Liebermann, violoncelliste ; Christophe Régnier, photographe.
Lundi 22 mai : Enfermements, *19 h 00 - 21 h 00*, puis verre de l'amitié.
Dimanche 18 juin : Rédemptions, *15 h 00 - 17 h 00*, puis verre de l'amitié.
Salle Sertillanges – 18 rue des Tanneries - * Cerf, 2016. En vente sur place. 35 €
Inscription : pr.jpauldurand@gmail.com • Libre participation aux frais.

Le Chemin de Croix 2017 du frère Dino est disponible à la Porterie du couvent.

Directeur de la publication : prieur de Saint-Jacques.

La lettre de Saint-Jacques

numéro 169
mai-juin 2017
ISSN 2266-2944

Nous situer comme chrétiens dans la cité

En ces semaines du temps pascal, nous vivons la joie et l'exultation de Pâques. À la suite de la rénovation de notre baptême, nous célèbrerons les fêtes de l'Ascension et de Pentecôte. N'oublions pas que la Pentecôte est le couronnement et l'accomplissement du temps pascal. Remplis de la force de l'Esprit Saint, nous devenons les témoins de l'Évangile et de la vie évangélique au milieu du monde. Cela nous invite à nous engager à la suite du Christ à l'exemple de la première communauté de Jérusalem.

Les chrétiens de l'Église de Jérusalem ne se contentaient pas seulement d'écouter l'enseignement des apôtres, de rompre le pain et de prier, mais ils manifestaient leur communion fraternelle de manière très concrète. À leur suite, il nous faut toujours donner la priorité à l'évangélisation mais ne manquons pas d'y joindre l'engagement dans la cité, engagement social et politique. L'Évangile qui inspire la doctrine sociale de l'Église constitue notre référence. Il nous appelle à souligner ce qui nous semble l'essentiel pour aujourd'hui.

Car, aujourd'hui, la question n'est plus de savoir s'il faut agir dans la cité : c'est une nécessité. La question est de savoir comment nous devons agir si nous ne voulons pas devenir le contre-témoignage de ce que nous professons.

Comment nous situons-nous comme chrétiens ? Le pape appelle les chrétiens à réinvestir l'espace politique ; les évêques de France ont publié une contribution remarquée sous le titre : *Dans un monde qui change, retrouver le sens politique…* comment ces interpellations trouvent-elles écho en nous ?

Dans cette période de choix crucial pour notre pays, comment nous situer dans les débats ? Deux de nos frères apportent ici leur regard et leur approche.

Frère Guy Tardivy, *prieur*.

Couvent Saint-Jacques — 20, rue des Tanneries — 75013 Paris
Téléphone : 01 44 08 07 00 — Télécopie : 01 43 37 13 13
saintjacquesparis@gmail.com — www.couventsaintjacques.fr

Élections présidentielle et législative de 2017 : les questions qu'elles posent.

par le fr. Ceslas (Bernard) BOURDIN, o.p.

Depuis plusieurs mois, la préparation de l'élection présidentielle, et les élections législatives qui la suivront, a été l'objet d'un véritable chamboulement. Jamais autant le personnel politique n'a été à ce point discrédité. Il en a résulté, de gauche à droite, l'échec de plusieurs candidatures de responsables politiques a priori assurés d'une investiture par leurs partis respectifs. Il est ici inutile de les nommer tant ils sont connus, si ce n'est le Président de la République. Fait sans précédent depuis 1965, le Président n'a pas voulu se représenter devant les Français, signe au plus haut niveau de la vie politique française, de la dé-légitimation de l'action politique, ou du moins d'une certaine manière de la concevoir. Il n'en demeure pas moins que cette dé-légitimation implique avec elle, celle « du » politique », et dont on ne voit pas pour l'instant comment celui-ci pourrait être réhabilité, selon le vœu même des évêques français. Ce triste constat de la décomposition politique de notre vie démocratique (que l'on peut retrouver à des degrés d'intensité différents dans d'autres démocraties occidentales) se traduit par plusieurs faits manifestés depuis plusieurs années : l'approfondissement de la crise du lien social et les enjeux économiques qu'elle sous-tend, la crise du sentiment d'appartenance et les défis identitaires qu'elle implique (islam radical, crise migratoire sans ampleur précédente, débats tendus autour de la compréhension de la laïcité). Ces deux crises ne sont d'ailleurs pas à juxtaposer, l'une et l'autre produisant des conséquences négatives pour la cohésion nationale. La conséquence politique, déjà latente depuis plusieurs décennies, est celle d'une crise de la représentation. Cette crise a éclaté au grand jour au cours des mois qui ont précédé la campagne électorale. À cet égard, l' « affaire » Fillon n'aura été qu'un révélateur supplémentaire. Que les responsables politiques aient des obligations morales plus que le citoyen ordinaire est une évidence. Plus problématique en revanche est lorsque le débat politique est escamoté par des questions d' « éthique ». En d'autres termes, la politique ne peut être hors d'atteinte de la morale mais elle ne saurait s'y réduire. Il nous faudrait retenir la leçon d'Aristote ! De surcroît, les solutions procédurales, les « primaires » au sein du parti Les Républicains et du parti socialiste ont fait preuve de leur impuissance puisqu'aucun des deux « investis » ne figure au second tour. Cette impuissance nous enseigne que la crise de la représentation est simultanément une crise de la légitimité. Elles ne pourront être réglées par la seule moralité publique et des procédures d'investitures des responsables politiques (ces dernières en sont le révélateur et non la solution !). Le populisme (notion valise mais symptomatique d'un retour certain du refoulé), alimenté par les faits que je viens d'évoquer, poursuivra son chemin tant que les responsables politiques seront incapables de proposer une vision à long terme de leur action, ce qui signifie une certaine idée du pays qu'il gouverne (« une certaine idée de la France » aurait dit de Gaulle), idée qui passe en particulier par un nouvel arrimage de notre démocratie au « peuple » qui aspire fondamentalement à être « gouverné » (plutôt que la « bonne gouvernance »). Cette aspiration n'est pas du « populisme », c'est au contraire sa conjuration. Elle répond à un principe de réalité très simple : une démocratie sans peuple est une contradiction dans les termes. C'est ainsi que la démocratie se retourne contre elle-même et devient l'antichambre du sophisme et de la démagogie comme nous l'a appris Platon. Vaste et très sérieux problème à résoudre tant le peuple est devenu introuvable (comme la célèbre Chambre…) parce qu'il s'est fragmenté en toutes sortes d'intérêts parcellaires (chacun son identité...). Je tiens à rassurer tout de suite les lecteurs : il ne s'agit pas de fantasmer un peuple « Un », fantasme dangereux, mais de redonner une cohésion à « un ensemble » sans lequel un monde commun (si cher à Hannah Arendt) et ce faisant, un bien commun, est résolument impossible. Dans ce contexte périlleux, il revient aux chrétiens d'être des ferments d'espérance pour retrouver le sens du politique et de ce « commun » qu'il implique. Depuis 2000 ans, ils savent que le temps presse mais ils savent aussi s'armer d'une patience eschatologique. Cette patience active passe par l'épaisseur du temps de l'histoire sans laquelle il n'y a pas de vie politique possible.

Les yeux de ma foi, par le fr. Bernard QUELQUEJEU, o.p.

Depuis des semaines, l'actualité politique nous harcèle, elle remplit nos journaux et nos écrans. L'élection présidentielle hier, les législatives demain… Mes frères de Saint-Jacques n'ont pas manqué de remarquer à quel point cette actualité me préoccupait, suscitant en moi étonnements, interrogations, alarmes, colère parfois. Ils m'ont proposé de partager simplement avec vous quelques attitudes et gestes que ces événements ont suscités en moi.

J'ai d'abord essayé (c'est difficile !) de ne pas tout mélanger, de garder une position 'juste' : comme chacun, je suis citoyen (français, mais aussi européen), et je suis chrétien, c'est-à-dire lecteur d'Evangile, comme aiment à se définir mes amis protestants. Dans leur vie politique, il me semble que les chrétiens ne disposent guère de plus de ressources que les autres. J'ai toujours le souci de me rappeler que mon regard politique, et les analyses que je dois me risquer à faire, sont orientés par une foule de facteurs qui n'ont souvent pas grand-chose à voir avec ma foi : milieu social d'origine,

Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*,

par le fr. Ceslas (Bernard) BOURDIN

Dans ce dernier texte politique des évêques de France, l'objectif du Conseil permanent est annoncé clairement dès l'introduction : « …apporter résolument notre pierre, notre réflexion, au débat que notre pays se doit avoir » (p. 11). Ce projet invite à réfléchir aux questions fondamentales qui se posent dans notre société : violence, présence de l'islam, flux migratoires, écologie, frustration des jeunes, avenir indéchiffrable. Mais par rapport à tous ces thèmes, la ligne directrice majeure de la réflexion des évêques est la cohésion sociale et culturelle. Cette cohésion appelle une définition forte du politique afin de lui redonner sens : « Le politique précède la politique, il ne se résume pas à sa mise en application. Il affirme l'existence d'un nous qui dépasse les particularités, il définit les conditions de vie en société, tandis que la politique désigne les activités, les stratégies et les procédures concrètes qui touchent à l'exercice du pouvoir » (chap. 1, p 21). À la lumière de cette distinction, probablement inspirée de la pensée politique de Marcel Gauchet, le Conseil permanent invite à « repenser le contrat social » (chap. 4, p.31) et à soulever « La question du sens ». Celle-ci passe notamment par l'élaboration « de projets collectifs » plutôt que de limiter la politique à « être gestionnaire » et « pourvoyeuse et protectrice de droits individuels » (chap. 7, p. 48). La question essentielle du fondement du politique ainsi posée, les évêques appellent à inscrire le politique dans le temps long de l'histoire passée pour mieux donner sens à un avenir commun.

Ce texte, remarquable par son diagnostic, n'a pas en revanche la prétention d'apporter des propositions concrètes. Elles sont simplement suggérées dans le diagnostic lui-même. On notera également une tension entre le souci de développer une culture du dialogue (chap. 8) et le regret d'une « démocratie d'opinion « dans laquelle « l'anthropologie – est soumis au vote » (p. 57).

Cette tension appelle une question : peut-on fonder un contrat social pour retrouver le sens du politique sans un socle de références culturelles communes ? Cette absence de références est explicitement soulignée lorsque le texte évoque l' « insécurité culturelle » et les « malaises identitaires » (chap. 5, p.37), sans pour autant exprimer la nostalgie « d'une Nation homogène » (p. 38).

Retenons pour conclure que ce texte a le mérite essentiel d'alerter et d'éveiller les consciences civiques et conforte l'idée que les religions ont un rôle à jouer dans le débat public. Dans cette perspective, les catholiques sont appelés à s'impliquer dans la vie politique.

*Texte du Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, *Dans un monde qui change retrouver le sens du politique,* Paris, Bayard, Cerf, Mame, 2016, 92 pages